

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 04/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOLEVIAL**

ZONE ARTISANALE DU COLOMBIER  
12220 Montbazens

Références : 12-CRARC-2025-128  
Code AIOT : 0006802631

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement SOLEVIAL implanté ZONE ARTISANALE DU COLOMBIER 12220 MONTBAZENS. L'inspection a été annoncée le 06/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection porte essentiellement sur les points de contrôles relatifs à l'action nationale 'travaux et points chauds' et sur le risque incendie dans l'industrie agroalimentaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLEVIAL
- ZONE ARTISANALE DU COLOMBIER 12220 MONTBAZENS
- Code AIOT : 0006802631

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SOLEVIAL de Montbazens est un producteur d'alimentation animale soumis à la directive IED pour la rubrique 3642. Le site est implanté dans une zone d'activité artisanale. Il couvre une superficie de 26 000 m<sup>2</sup> et regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels (90%) et médicamenteux (10%) : granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (2%) ou pour des livraisons en vrac (98%) ;
- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnés.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Travaux et points chauds
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Plans d'urgence
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	1 mois
12	Prévention du risque de pollution des eaux	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 4.3.10	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
11	Situation administrative	AP Complémentaire du 09/01/2013, article 1	Sans objet
13	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2	Sans objet
14	Niveaux sonores	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 9.1.2	Sans objet
15	Installations électriques	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.3.3	Sans objet
16	Risque incendie	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.6.2	Sans objet
17	Risque incendie	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.6.3	Sans objet
18	Foudre	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.3.4	Sans objet
19	Rejets atmosphériques (chaudière gaz)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
20	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformités majeures.

L'exploitant mettra en place deux actions correctives relatives à ses rejets eau en sortie du grand séparateur et au suivi des vérifications après la fin des travaux par points chauds.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le Plan Défense Incendie (PDI) du site de Montbazens qui contient un plan actualisé des zones à risques (silos, local chaufferie, produits chimiques, poste électrique, zone de stationnement, etc.), leur fonction ainsi que la nature exacte des risques associés.</p> <p>Par sondage, l'inspection constate que des consignes de sécurité sont présentes à l'entrée de ces zones à risque (zones ATEX, local chaufferie, etc.) indiquant la nature des risques, les procédures à respecter ainsi que la liste du personnel habilité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection constate l'affichage des consignes d'exploitation et de sécurité à l'entrée des lieux fréquentés par le personnel (ex. consignes à l'entrée de la chaufferie en date du 06/06/2025).</p> <p>L'obligation de permis de feu est également présente à l'entrée de certaines zones à risque.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Interdiction d'apporter du feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
<b>Constats :</b>  Des consignes de sécurité sont affichées à l'entrée des zones à risque. L'inspection constate par sondage que l'interdiction de fumer est indiquée à l'entrée du site et sur certaines consignes (ex. zone de charge électrique).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...]  Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un plan de prévention et d'un permis de feu lorsque nécessaire. Le plan de prévention a été transmis à l'inspection et comporte notamment les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• mesures de prévention permanentes (interdiction de fumer, équipements nécessaires, etc.) ;</li><li>• plan du site, consignes en cas d'incendie, organisation des secours en cas d'urgence.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]  4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.  [...]
<b>Constats :</b>  Le site n'est pas soumis à un Plan d'Opération Interne (POI) mais dispose d'un plan de prévention pour tous les travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositions du plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<b>Constats :</b>  Le plan de prévention comporte les éléments demandés (mesures de prévention, matériels, instructions, organisation des secours, consignes en cas d'incendie, plan du site, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis le modèle de permis feu qui comporte les éléments demandés. L'inspection a vérifié les 3 derniers permis de feu en date du 9, 10 et 17/09/2025 qui sont correctement renseignés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Travaux et sous traitance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Les intervenants extérieurs disposent du plan de prévention et du permis feu lorsqu'il est nécessaire. Les conditions de recours à de la sous-traitance sont précisées dans le plan de prévention. Le permis de feu est obligatoire lors des travaux par points chauds (soudure, meulage, découpage...). Les entreprises extérieures doivent respecter les consignes de sécurité décrites dans le plan de prévention. Au verso du permis feu sont détaillées les instructions impératives de sécurité avant, pendant et après le travail (ou reprise de travail).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 9 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un plan de formation détaillé (planification et suivi) pour tous les personnels du site (formations ATEX, habilitation électrique, sécurité, risque incendie, etc.). Par sondage, l'inspection constate que les intervenants extérieurs disposent des habilitations requises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Surveillance fin de travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fin de travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
<b>Constats :</b>  Le permis de feu indique une date de début et la durée des travaux (ex. "Autorisation valable du 17/09 à 8h au 17/09 à 12h"). Il est précisé au verso du permis de feu " <i>Après le travail (...) Maintenir une surveillance rigoureuse pendant les 2 heures suivant la fin des travaux. En cas d'impossibilité, faire cesser le travail sur point chaud 3 heures avant la fin d'activité générale de l'établissement et faire effectuer des rondes</i> ". L'exploitant explique qu'une vérification est effectuée après la fin des travaux et avant la reprise d'activité. Cependant, cette vérification n'apparaît dans aucun registre ou document.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant mettra en place un suivi des vérifications effectuées après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité afin s'assurer de l'absence de risques.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/01/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 4 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est modifié comme suit : (voir PJ)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un point sur la situation administrative vis à vis des rubriques de la nomenclature ICPE a été effectué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rubrique 3642-2a - Autorisation (IED) avec une capacité de production de 400 t/j (seuil à 300 t/j). Pas de modification ;</li> <li>• rubrique 4734-2c - Déclaration (DC). Pas de modification. Le site dispose de 2 cuves aériennes de 50 m<sup>3</sup> de gazole et de 10 m<sup>3</sup> de GNR, soit environ 52 tonnes de produits pétroliers ;</li> <li>• rubrique 2910-a - Déclaration. Pas de modification. Le site dispose toujours d'une chaudière gaz (production de vapeur) de 1996 d'une puissance de 1,368 MW (seuil à 1 MW).</li> </ul> <p>Autres rubriques pertinentes (actuellement non classées) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rubrique 2160-2b (silos) : volume de stockage de 4744 m<sup>3</sup> (inférieur au seuil de 5000 m<sup>3</sup>). A noter que le projet d'extension prévu en 2026 (240 m<sup>3</sup> supplémentaire de stockage vrac) portera ce volume à 4984 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• rubrique 1510 (entrepôts) : le volume des entrepôts pour le stockage de produits finis en sac est de 4332 m<sup>3</sup> (inférieur à 5000 m<sup>3</sup>) et pour un tonnage de 187 tonnes (inférieur au seuil de 500 tonnes) ;</li> <li>• rubrique 1435 (distribution de carburants) : distribution de 2500 l/an de GNR et 200000 l/an de gazole soit 202,5 m<sup>3</sup> de carburant distribué chaque année (seuil à 500 m<sup>3</sup>).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Prévention du risque de pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 4.3.10
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :
<b>Constats :</b>  Le site comprend 2 séparateurs d'hydrocarbures : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un petit séparateur pour l'aire de collecte des eaux de la station de carburant. En l'absence d'écoulement en sortie, aucune analyse n'est effectuée sur celui-ci ;</li> <li>• un grand séparateur qui récupère les eaux de ruissellement du site. Une analyse de l'eau en sortie est effectuée tous les 3 ans par un organisme agréé (Aveyron Labo). Les dernières mesures réalisées par Aveyron Labo en date du 14/04/2023 ne révèlent aucun dépassement des concentrations maximales sur les hydrocarbures, DCO et DBO. En revanche, la concentration de MEST est de 110 mg/l soit légèrement supérieure à la valeur limite (100 mg/l).</li> </ul> Les dernières vidanges des 2 séparateurs ont été réalisées par la société agréée 'Déchets Services 12' les 28/02/2025 (petit séparateur) et 18/06/2025 (grand séparateur).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalisera une nouvelle analyse des rejets (hydrocarbures, MEST, DCO, DBO) en sortie du grand séparateur dans un délai 3 mois et transmettra les résultats à l'inspection, dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 13 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes.
<b>Constats :</b>  Conformément à l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables à son secteur d'activité, l'exploitant réalise des mesures des rejets de poussières tous les ans depuis fin 2023 au niveau des presses 1-2-3-4, de la fosse de réception 1, du broyeur et lors du chargement des camions. L'exploitant a transmis le dernier rapport de mesures réalisées par l'APAVE le 13/11/2024 qui ne fait état d'aucun dépassement des VLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
<b>Constats :</b>  Des mesures acoustiques sont réalisées tous les 3 ans. L'exploitant a transmis le dernier rapport de mesures des niveaux sonores réalisées par l'APAVE du 27 au 28/09/2022. Il en résulte que les émergences, niveaux sonores en limite de propriété et tonalité marquée sont conformes en tout point, de jour comme de nuit. La prochaine campagne de mesures est programmée du 29/09/2025 au 02/10/2025 par l'APAVE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme de contrôle (APAVE). L'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification périodique suite aux contrôles menés par l'APAVE du 05/11 au 06/11/2024, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport de vérification périodique qui fait état de 12 observations ;</li><li>• le certificat Q18 qui conclut en l'absence de risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>• le compte-rendu de contrôle par thermographie infrarouge (Q19) qui fait état de 12 anomalies et d'un risque d'incendie. L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place les actions correctives nécessaires pour lever ces anomalies (bon de commande à l'appui).</li></ul> En cas d'anomalies, l'exploitant met systématiquement en place des actions correctives qui sont tracées dans leur outil de suivi. Les rapports de vérification et les suites données à ces contrôles sont également recensés dans une plateforme d'échange avec l'APAVE.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les derniers rapports d'intervention concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la vérification des 48 extincteurs et des 4 RIA en date du 04/09/2025 par la société CHUBB (bon état) ;</li> <li>la vérification des trappes de désenfumage en date du 02/09/2025 par la société CHUBB (correct) ;</li> <li>la vérification des systèmes de détection incendie/extinction automatique (salle de contrôle et local électrique) par la société Johnson Controls en date 03/03/2025 (pas d'anomalies).</li> </ul> <p>L'exploitant assure un suivi de ces contrôles et met en place, le cas échéant, les actions correctives qui sont tracées dans le registre de sécurité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau d'eau public ; ce réseau est au minimum constitué par des canalisations de diamètre 100 mm et comprend au moins :</li> <li>un poteau d'incendie implanté à moins de 200 mètres de l'établissement, capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total 80 m<sup>3</sup>/h avec une pression</li> </ul>

dynamique de 3 bar minimum. Ces prises d'eau doivent être munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours.

Leur bon fonctionnement est périodiquement contrôlé,

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- d'une colonne sèche dans chaque tour de manutention,
- d'un stockage de sable d'au moins 500 litres à proximité des cuves de carburants,
- d'un réseau de robinets d'incendie armés normalisés de 20 mm permettant de battre de leur jet l'ensemble des volumes construits.

L'établissement est équipé d'ouvertures judicieusement réparties permettant l'évacuation des fumées, des gaz chauds et des produits de distillation en partie haute et l'amenée d'air frais en partie basse. La surface des sections d'évacuation des fumées est supérieure au centième de la superficie du local desservi. Il en est de même pour les ouvertures d'amenées d'air frais. Chaque dispositif d'ouverture doit être facilement manœuvrable à partir du plancher.

#### Constats :

L'exploitant dispose des moyens de défense incendie suivants :

- Un poteau incendie DN100 situé à 192 m du site avec un débit de 200 m<sup>3</sup>/h (pression dynamique > 3 bars) et un autre poteau incendie DN100 plus proche de 105 m<sup>3</sup>/h (pression dynamique > 3 bars). Ces hydrants ont été vérifiés le 06/11/2024 par le SMAEP Montbazens-Rignac.
- Des systèmes de détection et d'alarme incendie
- Un système d'alarme sonore
- Une salle électrique sous système d'extinction automatique à gaz
- 48 extincteurs répartis sur tout le site
- 4 RIA
- 9 trappes de désenfumage adaptées à la superficie des bâtiments
- 2 colonnes sèches (tour de fabrication et tour expédition)
- une réserve de sable adaptée

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 18 : Foudre

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection contre la foudre

#### Prescription contrôlée :

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Analyse du Risque Foudre (ARF) et l'étude technique avaient été réalisées en janvier 2011 (une actualisation est prévue fin 2025 suite à une extension du site). Conformément à la réglementation (cf. article 24 de l'arrêté du 04/10/2010), l'exploitant procède à la vérification complète de ses dispositifs de protection contre la foudre tous les 2 ans et à une vérification visuelle tous les ans. L'exploitant a transmis les 2 derniers rapports de vérifications réalisées par la société BCM Foudre en date du 22/11/2023 et du 28/11/2024. L'inspection constate que l'exploitant assure le suivi de ces contrôles et met en place les actions correctives en cas de défaut.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 19 : Rejets atmosphériques (chaudière gaz)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. (...) III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : (...) - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 2 MW, à compter du 1er janvier 2030. - NOx : 150 mg/Nm<sup>3</sup> - CO : 100 mg/Nm<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport des mesures des rejets atmosphériques de la chaudière gaz (puissance : 1,368 MW) réalisées par l'APAVE le 03/07/2025 qui ne fait état d'aucune observation. Les concentrations mesurées en CO et NOx sont largement inférieures aux VLE (valeurs indicatives jusqu'au 01/01/2030).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 20 : Prévention des pollutions accidentelles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer</p>

périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

**Constats :**

L'exploitant a transmis une consigne écrite en date de mai 2023 relative aux contrôles de l'étanchéité des dispositifs de rétention présents sur le site.

Le test consiste au remplissage des bacs de rétention avec de l'eau propre jusqu'à une hauteur d'au moins 50 cm et éprouvés pour une durée d'au moins 48 heures. Le contrôle étant jugé conforme si la hauteur de l'eau dans les bacs n'est pas inférieure à une baisse de 2 cm.

L'exploitant réalise ces tests annuellement (dernier contrôle en date du 20/06/2025 avec un résultat conforme).

**Type de suites proposées :** Sans suite